



# la jeune république

organe du socialisme personnaliste

## HORIZON 2000

**P**

lus les événements écrasent, mieux la riposte doit être préparée.

L'aggravation du chômage en France et, plus concrètement, la situation aggravée des demandeurs d'emploi, les difficultés rencontrées pour que survive le peuple cambodgien, la sous-alimentation de centaines de millions de jeunes, dans les pays du Tiers-Monde, le projet d'installer en Europe des missiles nucléaires américains, voilà quelques faits qui nous obligent à ne pas baisser les bras, mais au contraire à réagir.

Notre choix fondamental en faveur de la vie oriente nos décisions : tout ce qui sert la justice et la paix est nôtre.

Une partie de l'opinion publique, stimulée par la propagande giscardienne, envisage l'hypothèse d'une alternative de gauche (sic), pour continuer la même politique, avec des hommes différents mais à la solde des mêmes intérêts.

Depuis quarante-cinq ans, la JEUNE REPUBLIQUE appelle au rassemblement des forces populaires contre la droite, sous ses formes brutale, hautaine ou distinguée. Les déceptions ne feront pas changer le parti de cette ligne historique : luttés contre les totalitarismes, pour l'indépendance des peuples et la défense des travailleurs.

L'alliance des partis de gauche constitue un impératif, pour ouvrir d'autres perspectives que le chômage et l'inflation. La coexistence pacifique représente une nécessité, pour empêcher l'autodestruction de l'humanité.

L'hibernation de la gauche tient à une pluralité de causes. Notamment, ce n'est plus "le spectre du prolétariat" qui hante l'Europe mais la réalité des archipels pénitentiaires. Notre stratégie est fondée sur un postulat de confiance dans les forces progressistes répandues en tous les pays, celles éprises de justice et de paix mais aussi de liberté. Nous tendrons toujours la main à ceux qui font mouvement en ce sens, sans rien oublier mais en remontant la pente de la défiance.

Les idéologies, on le dit, perdent de leur vitesse de persuasion. Par contre, des forces culturelles ancestrales, à fondement religieux, se jouent de la logique matérialiste : les révolutions populaires, en pays d'Islam, l'attachement irréductible des Israéliens pour la terre qu'ils ont plantée d'eucalyptus, défient les prévisions des doctrinaires. L'Iran met en échec l'impérialisme américain comme Israël, trente ans plus tôt, avait balayé l'impérialisme britannique et ses alliés arabes, aussi contestables que soient certains moyens employés. Conjointement avec des puissances économiques et politiques, des puissances affectives accomplissent l'histoire.

Il ne faut pas réduire la partie à un match entre l'axe Moscou-La Havane et le camp Washington-Bonn-Tokyo. A travers des conflits, menaçants ou déclarés, des forces invisibles travaillent l'humanité en marche vers son unité.

En cette année 1980, continuons à œuvrer pour que le désert recule et que la vie résiste.

Si nos actes nous suivent, ils commandent d'autres actes, inspirés du même esprit.

Claude-Roland Souchet

## LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :  
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :  
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social  
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE  
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz  
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)  
C.C.P. PARIS 20.896-71  
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Fricotel - Epinal, Paris  
Dépôt légal n° 2100

## NOTRE COMBAT

POUR  
une République  
Socialiste  
et Démocratique  
au service  
de l'Homme,  
vous intéresse.

ADHÉREZ  
A NOTRE PARTI

## COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle 1 % du salaire
salaire de 2 000 F	240 F
2 500 F	300 F
3 000 F	360 F
4 000 F	480 F
5 000 F	600 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :  
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE  
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz  
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)  
C.C.P. PARIS 20.896-71

## LE PLAN BARRE A-T-IL ÉCHOUÉ ?

Jean Pralong  
Vice-Président

**O**n entend couramment, dans le peuple, dans les milieux syndicaux, des hommes politiques de gauche, dire que le Plan Barre a échoué. Le journal Le Monde du 22 août 1979 a publié, sous la plume de Gilbert Mathieu, une analyse critique très sévère, non contestée depuis, par qui-conque, sur le bilan de 3 années de "Plan Barre," sous le titre "Pourquoi avoir échoué dans tant de domaines ?"

Il est bon, en quelques chiffres, de résumer un tel article significatif, que l'information, à la télévision, ne donne pas aux Françaises et aux Français : L'inflation : + 32,4 % de hausse des prix en 3 ans. Le rythme actuel est de 11 à 11,3 %. Contrairement aux affirmations gratuites dont on nous rassase quotidiennement, la hausse du pétrole n'entre que pour environ 2,7 % dans les 32,4 % de hausse.

La masse monétaire : + 44 % en trois ans, soit + 14 % l'an en moyenne cumulée.

Le déficit budgétaire de l'Etat, qui n'était que de 17,9 milliards en 1976, a atteint les 40 milliards en 1979 ; on envisage 40 à 50 milliards à la fin de 1980.

L'expansion réduite de moitié : de + 4,7 en 1976, la croissance du produit intérieur est tombée à + 2,8 % en 1979 (alors que la prévision était de 3,75 %), il faut penser à + 2 % en 1980.

L'aggravation massive du chômage : en trois ans, le nombre des demandeurs d'emplois a augmenté de + 52 %, les offres d'emploi ont diminué de 33 %. Bientôt, le chiffre de 1 500 000 chômeurs sera dépassé, comme nous l'avons écrit, au train où nous allons, nous dépasserons le chiffre de 2 000 000 en l'an 2 000.

Quant à ce grand mythe éternel, le franc : il représente - 22 % par rapport au franc suisse, - 1 % par rapport au Deutschmark, - 13 % au franc belge, - 7,4 % par rapport à la livre anglaise, et depuis... la situation n'a fait que s'aggraver. Nous allons à un déséquilibre de la balance commerciale qui sera de l'ordre de 10 milliards pour 1979. Les ventes à l'étranger sont en hausse de 50 % et de 25 % en valeur (défalcation faite des hausses de prix). L'équilibre perdu en 1976 avait été retrouvé jusqu'en début 1979 mais cet équilibre sera perdu en 1979.

Le PLAN BARRE a échoué aux dépens des producteurs salariés dont les rémunérations ne comportent plus de progression du pouvoir d'achat et des consommateurs qui subissent la hausse de tous les prix. Les économies familiales versées dans les Caisses d'Épargne sont significatives de la croissance de nos iniquités.

Mais le Plan BARRE a réussi... Les seuls mais grands succès sont la haus-

se des profits des entreprises et la reprise de l'autofinancement des investissements industriels.

C'est encore le journal LE MONDE (28.9.79, article de Raymond Barillon) qui est très dur pour la politique étrangère et économique du Gouvernement Giscard d'Estaing-Barre lorsqu'il accuse Madame Simone Veil "projetée à grand bruit à la présidence de l'Assemblée des Communautés Européennes" d'avoir laissé le secteur "santé publique" dans l'état que l'on connaît et dont elle a eu la charge cinq ans (28 mai 1974 - 4 juillet 1979). L'hospitalisation publique est accusée injustement au profit de l'hospitalisation privée... Et la SÉCURITÉ SOCIALE qu'on charge indûment au cours de cette dernière année (30 mars 1977 - 31 mars 1978). Où sont les espoirs de la Libération ?

Que penser de la politique de libéralisation des prix si chère à notre Ministre de l'Economie dont Barillon rappelait (article du Monde) que l'un des parlementaires R.P.R. réunis en Savoie, mercredi 26 septembre présentait "comme l'un des meilleurs humoristes de France." Oui, la liberté c'est la hausse, c'est la valse, "le loup dans la bergerie"... La ménagère en a pris conscience avec la libération du prix du pain.

Que penser de la politique de l'énergie d'un Etat qui s'est incliné devant les politiques des grandes Compagnies ? Pendant ce temps, la loi-programme militaire prévoit une majoration de 14 %, soit un total de 100 milliards sur 525. Cinquante-six milliards pour les salaires et le matériel, quarante-quatre milliards pour les investissements en équipements dont quinze pour la force de frappe nucléaire... Nous n'avons pas à être inquiets ? Alors que l'Assemblée des Communautés Européennes se préoccupe en premier lieu de l'organisation militaire... Dans quel sens ?

Pendant ce temps, la Gauche continue à se diviser... François MITTERRAND avait raison de dire que les socialistes se devaient de conserver leur originalité.

Nous aussi, socialistes personnalistes, nous avons une originalité à préserver. Mais cela empêche-t-il que les forces de gauche se mettent d'accord pour la défense des libertés, de la démocratie, de la personnalité humaine, des conquêtes sociales par les luttes, pour la défense de la paix et la lutte contre les dictatures.

Attendrons-nous une troisième guerre mondiale que certains envisagent froidement comme "solution à la crise humaine"... Mais dans l'intérêt des grandes firmes multinationales ?

# CREUSEURS DE CRISE : LES MUNITIONNAIRES

par Jacques-Paul Richard  
Maire-adjoint du Mans

**C**e mal de langueur mystérieux que l'on appelle crise, on n'a pas fini de lui trouver force originelles compliquées.

Il en est une trop simple, que l'on camoufle : l'incidence directe des dépenses militaires sur l'emploi. On croit qu'au moins elles en créent. Elles en détruisent. L'opinion est en cela flouée par l'argent même des munitionnaires.

Quand Fidel Castro, le 12 octobre à l'O.N.U., a demandé 300 milliards de dollars pour les pays sous-développés, c'était au vu des 425 milliards de dollars dépensés en 1978 dans le monde pour les armes. Demandait-il la lune, au fond ? Non, il traitait la crise.

## LES ARMES OU L'EMPLOI

D'abord, il ne faudrait pas oublier le caractère précaire en dents de scie, de ces activités. Le fait est si banal qu'on le perd de vue quand "ça marche". Un seul exemple : VICKERS en Grande-Bretagne. 1963 : 5 700 emplois ; 1977 : 1 850 malgré le succès du char Chiffain (rival de l'AMX...) et malgré les marchés du Moyen-Orient et de l'Iran... que serait-ce en 1979.

Mais en France, en 1978 : 25 milliards de commandes extérieures contre 27 en 1977. Pour le matériel aéronautique, secteur technique le plus en pointe, la baisse est de 19 à 12 milliards. D'ailleurs, les experts s'attendent à un trou avant que le Mirage 2000 ne prenne le relais.

Autre croyance bien entretenue : dans le sillage de l'armement, que de retombées, que de progrès ! C'est le contraire. La proportion des moyens financiers vouée à la recherche fondamentale est minime. C'est pourtant elle qui conditionne tout le reste. Nous serions beaucoup plus loin dans la solution des problèmes d'énergie, et non pas fourvoyés dans l'impasse nucléaire si la moitié des chercheurs de haut niveau n'étaient mobilisés dans l'armement.

On s'en aperçoit quand l'armement lui-même vient à dater ; l'AMX à 20 ans. Bientôt, il ne sera plus bon qu'au "maintien de l'Ordre."

## LES COMPTES

Il faut enfin se rendre à la réalité. Si l'on considère l'économie dans sa globalité, l'armement détruit de l'emploi. Y a-t-il une étude solide sur ce sujet dans notre démocratie avancée ? Silence.

Il existe des études britanniques, belges. La plus forte semble être américaine. Celle publiée en 1978 par Marion ANDERSON pour le groupe PIRGIM (1).

En voici l'essentiel : pendant les années 1970-1974, pour chaque augmentation de budget militaire de 1 milliard de dollars, 11 600 emplois ont été perdus aux U.S.A. Au cours des quatre ans, tandis que le budget militaire atteignait 78 milliards de dollars, il y eut une perte de 907 000 emplois.

Une étude publiée début 1979 à la demande du Sénateur KENNEDY fait état d'une perte de 1,4 million d'emplois ; les prévisions de PIRGIM, pour un budget de la Défense 1978 de 117,3 milliards de dollars, étaient une perte de 1 357 000 emplois.

## POURQUOI ?

La machinerie militaire est devenue terriblement complexe. Elle emploie de grandes quantités de matières premières, rares et chères, et d'équipements encore plus chers. Ainsi, moins d'argent vient à l'emploi et plus va à l'achat et au fonctionnement de systèmes plus coûteux que ceux nécessaires aux fabrications civiles.

Ainsi, 1 milliard de dollars donne :  
145 000 emplois de base,  
76 000 emplois d'enseignants,  
58 000 emplois de personnels militaires.

PIRGIM a montré les propositions selon lesquelles l'augmentation des dépenses militaires déprimaient les dépenses civiles, et ceci dans chaque grand secteur économique.

Pour chaque milliard de dollars dépensé dans le domaine militaire, il était soustrait aux secteurs clés suivants :

187 000 000 de dollars en services,  
110 000 000 de dollars en biens d'équipements durables,  
48 000 000 de dollars en achats fédéraux civils.

## SOUS-EMPLOI ET PENTAGONE

Sachant, à partir de cette étude étalée sur trente ans, quels pourcentages de chaque milliard de dollars attribué au Pentagone auraient été à chaque secteur de l'économie, on avait les données pour calculer le nombre exact d'emplois prévisibles et jamais créés dans chaque secteur.

Dans chaque Etat, la différence a été faite entre les emplois civils prévisibles et les emplois créés réellement par les dépenses militaires et par les salaires et dépenses des personnels de l'armée.

Cela a donné la perte ou le gain d'emplois par Etats. C'est ainsi que PIRGIM est arrivé à : 907 000 emplois en moins pour la période 70-74. Parmi les secteurs les plus touchés : le bâtiment d'habitation, les postes d'enseignants.

**MAIRIE DU MANS**  
Cabinet des Adjoints

Le Mans, le 19 décembre 1979

Télégramme à  
M. le Maire de ROSTOV-SUR-LE-DON

Amitié aux hommes et femmes de ROSTOV-SUR-LE-DON.  
Oui pour fortifier ensemble la paix, en premier lieu par le service de la vérité, force de paix.

Jacques RICHARD  
Maire-adjoint du Mans  
Mouvement de la Paix, Sarthe  
Parti de la Jeune République

A l'occasion du premier contact entre les municipalités en cours de jumelage, à ROSTOV, du 19 au 23 décembre 1979.

Les auteurs de conclure pour régénérer l'économie américaine, une révision des priorités nationales est nécessaire. Le sous-emploi a tourné autour de 7 %. Nous pouvons y mettre fin. Pour créer des emplois, il faut des capitaux. Le secteur où commencer à les trouver est le budget de la Défense.

Les trois recommandations suivantes valent pour tous :

1°) une coupe de 25 milliards de dollars dans le budget de la Défense, qui donnerait 290 000 emplois,

2°) une enquête parlementaire sur l'impact quant à l'emploi des dépenses militaires, surtout dans les Etats où le sous-emploi est le plus marquant,

3°) l'adoption d'une législation favorisant la conversion d'industries militaires en civiles ainsi que l'usage civil de bases militaires à désaffecter, ceci avec des crédits spéciaux pour faire face aux problèmes de qualification et de déplacements.

## SURMONTEZ LA PEUR

A partir de là, on conçoit bien qu'il n'y a pas de solution à la crise sans reconversion. Fatalité : non. Les Français ne sont pas si stupides qu'ils ne sachent faire de la "valeur ajoutée" autrement. Que l'on songe seulement à l'immense gamme des énergies alternatives, à commencer par le charbon facile à acheter.

Il manque surtout la vérité et la volonté politique. Pour cela, il faudrait que notre parlement fasse la grève de son rôle parodique, rôle que tous les députés ont souligné lors du vote du budget.

Quant aux risques, nous renvoyons aux profondes réflexions de R. Garaudy sur la Défense (Appel aux vivants), et aussi à la parole de Jean Paul II : « N'ayez pas peur, ouvrez les frontières ».

Nous y reviendrons.

(1) Public Interest Research Group in Michigan.

ADHÉRENTS,  
AMIS,  
ABONNÉS

renouvelez dès aujourd'hui

COTISATIONS  
ABONNEMENTS  
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE

Villa n° 6 — 9, bd Jean-Mermoz  
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

C.C.P. PARIS 20.896.71

# POLITIQUE INTERNATIONALE : CAMBODGE : LA DÉCANTATION

Gérard Brissé

Aujourd'hui, le Prince SIHANOUK recueille les fruits de son incontestable patriotisme, de son esprit d'indépendance, de sa probité foncière, intellectuelle et morale. Depuis son éviction en mars 1970 par la grâce de Nixon et de la C.I.A. américaine, deux régimes se sont succédés, l'un pro-américain, la "république" du maréchal Lon Nol, qui se voulait libéral, ne visant en fait qu'à "libérer" une certaine bourgeoisie d'affaires des servitudes que lui avaient "imposées" SIHANOUK ; l'autre pro-chinois, singulier raccourci vers un communisme intégral. Les deux, violemment anti-vietnamiens, ce qui, dans un premier temps, a eu pour effet de transformer les inoffensifs "sanctuaires" vietcongs en bases militaires vietminhs et d'attirer jusqu'à Phnom Penh les troupes sud-vietnamiennes du général Nguyen Van Thieu. Et, dans une seconde étape, a préparé l'invasion effective du Cambodge par les Nord-Vietnamiens. Le maintien de Norodom SIHANOUK au pouvoir aurait fait l'économie de trois millions de morts et d'un pays complètement dévasté. SIHANOUK est peut-être un Prince "fantasque" ; un équilibriste adepte de la politique de la corde raide, mais cette corde-là a tenu bon à travers les influences changeantes de l'Histoire.

Et il n'est plus, à présent, un Cambodgien en état de s'exprimer qui ne jure par SIHANOUK.

Sorti miraculeusement de son "purgatoire" dans l'univers hallucinant des Khmers rouges, l'ancien chef de l'Etat cambodgien a proposé, le 12 juillet dernier à la "diaspora" des réfugiés khmers, de constituer d'urgence un Front uni khmer pour le salut national, qui lui-même désignerait un gouvernement provisoire de l'Etat du Cambodge indépendant et neutre dont il demande à la fois à être le Président, le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères. Le Prince entend ainsi couper court à l'argutie du Secrétaire général de l'O.N.U. qui lui a refusé le droit de s'exprimer à Genève au nom des réfugiés khmers, sous le prétexte qu'il n'y pourrait intervenir que comme individu ne représentant que lui-même.

Ce juridisme outrancier et bien occidental, a ainsi eu pour conséquence que les Cambodgiens, principales victimes du drame qui se joue en Asie du Sud-Est, n'ont pu faire valoir leur point de vue à la Conférence de Genève sur les réfugiés. Ces réfugiés cambodgiens qui ont été refoulés par la THAÏLANDE, par dizaines de milliers, dans des conditions lamentables et qui donnent la nausée, dans les régions les plus inhospitalières du Cambodge, où ils ont péri de famine et de maladie.

Ces réfugiés, qui constituent le sel de la terre du Cambodge de demain, puisque tous les intellectuels, cadres, techniciens, ont été systématiquement éliminés par les hommes de main du gang Pol Pot-Yeng Sary.

Mais, si le Cambodge des réfugiés constitue, en raison de sa dimension spécifiquement humanitaire, la priorité des priorités, il ne saurait nous faire oublier le problème de fond, à savoir le règlement des affaires cambodgienne et laotienne.

En raison de l'attitude résolument anti-vietnamienne d'un Lon Nol, puis d'un Pol Pot, qui ont multiplié provocations et revendications incendiaires, les responsabilités de l'intervention vietnamienne au Cambodge sont partagées. Ce qui est moins admissible par contre, c'est le maintien en territoire khmer de ses troupes par le gouvernement vietnamien.

Le premier ministre PHAM VAN DONG, qui passe pour modéré, sait fort bien que le chemin de la paix et de la réconciliation avec le peuple cambodgien passe par une négociation sérieuse avec le seul interlocuteur valable, à savoir, le Prince NORODOM SIHANOUK.

Il lui appartient de saisir cette chance de redonner à son pays une "image de marque" singulièrement ternie par la mainmise prolongée de ses troupes sur le Cambodge voisin et l'exode lamentable du "boat people."

Gérard Brissé.

## COMMUNIQUÉ DU PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE POUR LE CAMBODGE

Le PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE réaffirme son soutien entier au Prince Norodom SIHANOUK, dans sa recherche d'une solution négociée au problème du CAMBODGE.

Tout retour à la paix en cette région du monde passe par le retrait du Cambodge des forces étrangères qui l'occupent, par l'organisation d'élections libres et démocratiques sous contrôle international et une force de paix de type casques bleus étant le meilleur garant, pour plusieurs années, du maintien de la sécurité au CAMBODGE.

# LA COLOMBIE pleure ses enfants

Franck Taillandier

**a**près les massacres du Cambodge ou d'ailleurs, et pour bien marquer l'année de l'enfance, voici que nous parvenons de cette terre d'Amérique Centrale les appels de détresse : « Tous les ans, 100 000 enfants meurent de malnutrition, soit 300 chaque jour ».

Et de nous poser des questions toutes simples : dans une région du monde si proche de cette colossale et abondante Amérique du Nord, comment cela peut-il se faire ?

La réponse est à la fois simple et fort complexe. D'abord, il y a une volonté de domination pour imprimer à un pays, à un peuple, une fonction précise hors de laquelle il ne lui est point permis de sortir, à savoir : une vocation essentiellement agricole, issue d'accords internationaux.

Ensuite, une politique de concentration des grandes exploitations agricoles avec des méthodes de production intensives (essentiellement du café) au détriment d'autres cultures notamment des bananes dont les cours deviennent presque inabornables aux 80 % de la population.

Dans la même optique, nous assistons à une prise en mains par les capitaux internationaux (dont la France) des principales industries. Il faut bien savoir que 3 à 5 % de la population est pro-

priétaire de la totalité des capitaux colombiens, que 15 à 18 % représente la seule classe qui vive à peu près normalement et constitue la classe intermédiaire, proche du prolétariat des campagnes et des villes.

Il faut noter que la culture clandestine de la drogue (marijuana) y est intensive et rapporte (clandestinement toujours) autant de milliards que le café, que le pouvoir s'est installé aux dernières élections avec seulement 18 % du corps électoral, la gauche totalisant 4 %. Que le pays vit depuis 14 ans en état de siège, et que ce régime est sur le point de céder la place au "Statut de sécurité" en vertu duquel les politiques gouvernent, mais les militaires ont le pouvoir.

Il s'agit en fait de mettre en place des moyens législatifs qui donnent à l'armée la mission d'intervention quasi-absolue chaque fois qu'elle l'estime nécessaire pour punir ou réprimer toute tentative d'expression du peuple et cela sans tenir compte d'aucune loi (notons que ce statut a été jugé inconstitutionnel par dix-sept juristes de la Cour suprême).

Et les enfants dans tout cela ? Et bien, ils subissent une malnutrition de trois fois inférieure au minimum nécessaire qui touche 50 % de la population avec 11 % en chômage et 15 % en chômage partiel.

Cependant, si les parents colombiens n'abandonnent pas leurs enfants, il est certain que la misère provoque la rencontre d'enfants en bandes pour essayer de survivre hors d'une famille défaillante, comme le font les enfants de BOGOTÁ, que le film "Gamin" nous a présentés.

Comment appeler cette grandiose réception de "charité" annuelle de novembre où chaque repas coûte un million de centimes et à laquelle participent les plus hautes autorités politiques et religieuses du pays ?

Ici, se vivent des inégalités démentielles et si les profits des capitaux bancaires et commerciaux ont largement progressé, l'indice de la masse ouvrière a sensiblement baissé : de 100 en 1970, il se retrouve en 1978 à 87, avec la part du Produit Intérieur Brut de 37,9 en 1977 contre 41,2 en 1970.

Devant cette situation, il faut s'interroger, car nous retrouvons les mêmes causes et les mêmes effets dans beaucoup d'autres pays d'Amérique Latine et Centrale.

Nous pensons pouvoir dire qu'il y a une volonté économique internationale qui entend dicter à chaque état une vocation particulière, non en fonction de son choix et de ses possibilités, mais des intérêts économiques et financiers des puissances capitalistes et dès lors il faut trouver tous les moyens pour favoriser la réalisation de ces plans.

Si nous, Français, nous avons une fâcheuse tendance à nous satisfaire de semblables initiatives en copiant les bouillants Japonais, les Allemands et surtout les Américains, il faut dire que ces derniers ont intérêt à réviser leur tactique de domination économique et politique du monde, faute de quoi ils risquent fort de se retrouver bientôt devant des déterminations populaires. Celles-ci, comme on le voit dans le Moyen et l'Extrême-Orient, leur feront douloureusement mordre la poussière.

« Car alors, les peuples se lèveront pour retrouver enfin leur identité profonde » et sauver comme en Colombie ces 100 000 enfants qui chaque année sont condamnés !

A chacun de réagir !

## CONTRE LES FUSÉES AMÉRICAINES EN EUROPE COMMUNIQUÉ JEUNE RÉPUBLIQUE

Le PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE constate que l'introduction en EUROPE de nouvelles fusées américaines porteuses de missiles à tête nucléaire, qui survient après le renforcement des dispositifs atomiques de l'URSS, accroît le risque pour l'EUROPE d'être le champ clos et la première victime d'un affrontement entre les forces de l'alliance atlantique et les armées du Pacte de Varsovie.

La seule issue, pour les Pays d'Europe, c'est de créer entre les deux blocs une large zone démilitarisée et dénucléarisée, de proclamer un total non-alignement et de consacrer au développement du Tiers-Monde les fonds initialement consacrés à un surarmement absurde et inutile qui alimente un équilibre de la terreur sans cesse remis en question.

Le Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE appelle l'opinion mondiale à se mobiliser contre le danger de guerre atomique qu'annonce la course effrénée au réarmement et à travailler en vue d'un désarmement général, simultané et contrôlé.

LA DÉMOCRATIE  
EST  
L'ORGANISATION  
SOCIALE  
QUI TEND A PORTER  
AU MAXIMUM  
LA CONSCIENCE  
ET LA RESPONSABILITÉ  
CIVIQUE  
DE CHACUN

Marc Sangnier

- LIVRES ET ÉVÉNEMENTS -  
**BIENVENUE, ROGER GARAUDY**  
 Gérard Brissé

**d**epuis des années, nous nous interrogeons sur l'avenir de la Gauche et du Monde, sur la dissimilitude, voire la discordance croissantes, entre le discours, les structures politiques et l'évolution du réel.

Or, voici qu'un philosophe — et pas n'importe lequel, puisqu'il reconnaît lui-même avoir été, un temps, l'un des plus dogmatiques dans la défense du stalinisme — livre une analyse qui est sans doute l'une des plus proches des thèses que nous avançons depuis longtemps déjà.

Son *"Appel aux Vivants"* (Ed. du Seuil) est à la fois un cri d'alarme et un débouché sur l'espoir. Il commence par une vigoureuse dénonciation d'un certain modèle de croissance : « Les moyens de nous détruire ne nous manqueront pas, constate-t-il, si nous continuons à être incapables de leur assigner des fins nouvelles ». S'orienter, par exemple, vers du « tout nucléaire », en matière d'énergie, « c'est rendre le statu quo invivable et la révolution impossible ». Moralité : il faut diversifier à tout prix, au maximum, l'exploitation des multiples sources d'énergie. Et il n'est pas de nouveau modèle de croissance possible si, par delà les moyens, on ne lui assigne une fin. En ce sens, il « a pour enjeu le sens et les fins de notre vie, la possibilité de vivre autrement, c'est-à-dire de rompre avec tout un système de relations sociales et de le transcender ».

L'analyse de ces transformations possibles passe donc par un constat : « Il apparaît que, loin de s'opposer, la politique et la foi, prophétisme et politique, ont toujours été étroitement liés dans les grandes mutations historiques ». Il ne s'agit certes pas ici de cette foi qui « devient intégriste, c'est-à-dire liée à une culture passée et dépassée, détachée de la vie d'aujourd'hui et incapable de répondre à ses problèmes » mais d'une « sagesse qui nous permet de concevoir des fins, la science nous en donnant les moyens ». En voulant faire du scientisme, nous inventons une « religion des moyens » qui, « après tant d'autres superstitions du passé, joue parfaitement le rôle d'opium du peuple ».

L'individu « renfermé sur lui-même et séparé des autres par un vide », dit Garaudy, n'existe pas. Il n'existe que comme *personne*, c'est-à-dire comme « rupture de cette insularité artificielle », comme « ouverture à l'autre » : « au commencement était la relation... l'homme devient un "je" au contact du "tu" ».

Avec cette rupture et cette ouverture commence l'existence proprement humaine à la différence de celle de l'objet »

La communauté dans laquelle la personne prend sa réalité propre et son sens ne saurait être une communauté partielle. « Elle ne peut être conçue à l'image des institutions profanes : tribus ou empires, cités ou nations, sectes ou églises... Car ce qui caractérise toutes les institutions, c'est d'avoir une finalité limitée... De là découlent leurs caractéristiques fondamentales : organisation hiérarchique et délégations de pouvoirs avec tous les dogmatismes que secrètent de tels appareils pour justifier leur reproduction et leur maintien ». Qui plus est, ces institutions ont « engendré des théismes en créant des dieux à leur image » : ceux des pharaons divinisés, des empereurs romains, des monarchies de droit divin, des saintes-alliances ou des démocraties chrétiennes.

Or, « il ne suffit pas pour échapper à ce cercle, de transformer un dieu de l'ordre en un dieu de mouvement, de sacrifier les révolutions après avoir si longtemps sacratisés les contre-révolutions. On ne tue pas les théologies dogmatiques simplement en remplaçant Constantin par Che Guevara ».

L'une des démarches de l'esprit humain est de remonter de fins partielles en fin plus hautes, de prendre conscience de la contradiction à la fois la plus tragique et la plus exaltante de notre existence. Mais si loin que nous progressions, nous n'arrivons jamais « à une certitude première, à une fin dernière, ni à aucun principe primordial contraignant ». Parallèlement, nous ne pouvons accepter ce cheminement sans fin car nous devons agir ; nous sommes donc obligés « de prendre une décision, de faire un choix et de reconnaître en lui un postulat ».

Pour Roger Garaudy, « n'avoir pas conscience de ces postulats, c'est du dogmatisme. En avoir conscience, c'est la foi. La foi, ce n'est pas le contraire de la raison, c'est le moment critique de la raison. Quand la foi baisse, pullulent les superstitions et les idolâtries. Il faut réveiller les uns de l'anesthésie des dogmes religieux, les autres de la nostalgie de révolutions devenues des volcans éteints ». Et pour ce faire, « nous avons besoin de redécouvrir des choix qui ont été faits dans d'autres civilisations et dans d'autres cultures, sur d'autres continents et sur d'autres peuples, qui ont conçu et vécu d'autres rapports entre l'homme et

la nature, entre l'homme et l'homme et entre l'homme et le divin ».

A travers une analyse très critique de la situation économique et sociale dans la France d'aujourd'hui, Garaudy nous invite à réapprendre la *démocratie*, la *vie communautaire*. Il nous incite à plus d'efforts vers la *transcendance personnelle*, première étape vers la *transfiguration sociale* : « Jésus de Nazareth, remarque-t-il, ne se distingue pas des zélotes parce qu'il est moins révolutionnaire qu'eux, mais parce qu'il l'est davantage, c'est-à-dire qu'il appelle de manière universelle, et touchant à toutes les dimensions de la vie, à une mutation à la fois intérieure et extérieure de l'homme, car les obstacles à vaincre ne sont pas seulement dans les structures sociales mais aussi dans l'homme ».

Nulle révolution socialiste n'est possible, selon lui, sans la reconnaissance de la *transcendance de l'homme par rapport à la nature*, c'est-à-dire de la possibilité pour l'homme de rompre avec ses déterminismes, ses conditionnements et ses aliénations, et sans la reconnaissance de la *transcendance de Dieu par rapport à l'homme*, c'est-à-dire de la possibilité permanente d'une sagesse qui dépasse la science et l'ordonne à ses fins... Nulle révolution n'est possible à l'intérieur du modèle occidental de croissance défini par « un accroissement sans fin de la production et de la consommation. La croissance véritable n'est pas celle de l'entreprise et de ses profits, de la nation et de sa puissance, mais de l'homme, comme centre de création et membre autonome d'une communauté ».

Une révolution socialiste n'est « possible au contraire qu'à partir de la conception prophétique de la personne humaine qui, à l'inverse de l'individualisme, ne peut se définir que dans son rapport communautaire et son ouverture à l'autre dans sa différence radicale et sa liberté créatrice », le prophète n'étant pas « le divin ou l'oracle qui prédit l'avenir », mais « celui qui juge toute institution et tout acte par rapport à sa fin et qui, par là, lui donne un sens ». En conclusion, Roger Garaudy, à travers la démarche qui consiste à recueillir « dans le passé sans frontière de l'humanité, ce qui portait ces germes vivants de notre avenir », entend combattre cette « double sclérose » constituée par « le révolutionnaire (qui) devient bureaucrate lorsqu'il ne conçoit l'avenir qu'à travers le passé » et « l'homme de foi (qui) devient un intégriste lorsqu'il confond la foi avec la culture ou les institutions à travers lesquelles elle s'est historiquement incarnée ».

Tel est aussi bien notre propre projet depuis une quinzaine d'années, à travers nos propres concepts de *rythmologie* (relations entre des finalités qui nous échappent, des structures que nous connaissons et l'impact de la volonté humaine), de *sociocratie* (redéfinition des pouvoirs à travers la reconnaissance de la différence entre les personnes et les communautés), de

# LA POLITIQUE QUE NOUS VOULONS

Voici la substance de la déclaration faite par Gérard Brissé à la tribune de FR3 le 20 juin 1979, en compagnie de Louis Perrin et de Claude-Roland Souchet :

## — QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME PERSONNALISTE ?

### UN SOCIALISME :

o qui entend promouvoir dans la liberté, la laïcité, et le respect scrupuleux des croyances et opinions philosophiques et religieuses de chacun, un socialisme pour la personne, démocratique et communautariste ;

● qui préconise la transformation en régies coopératives des principaux groupes financiers, industriels et commerciaux avec, en contrepartie, la défense et le développement, par des mesures d'ordre fiscal, social, de garantie de ressources, de simplification des formalités administratives, d'un large secteur concurrentiel de petites et moyennes entreprises, familiales, industrielles, agricoles, artisanales et commerciales ;

● qui veut assurer la garantie et l'essor de l'épargne populaire par une indexation effective sur l'évolution du coût de la vie ;

● qui exige le droit à la subsistance par l'attribution à tous d'un revenu social garanti, la transformation du travail en service social, la promulgation de mesures concrètes tendant à favoriser très largement la promotion personnelle et la réinsertion sociale et professionnelle des chômeurs et autres personnes marginalisées ;

● qui s'est prononcé l'un des premiers pour une égalité de droit effective entre l'Homme et la Femme ;

● qui dénonce l'injustice fiscale et suggère notamment la suppression de l'impôt sur le revenu, de la vignette auto, de la T.V.A. sur les produits de grande consommation, la révision des impôts locaux sous leur forme actuelle, l'instauration, en contrepartie, d'un impôt sur l'énergie, d'un nouvel impôt foncier, d'une taxe complémentaire sur les produits de luxe et de demi-luxe ;

● qui suggère la création d'un puissant Syndicat national d'usagers et de consommateurs en mesure au niveau

du quartier, de la commune, de la région, de peser sur les prix, la qualité des produits, le rapport qualité-prix, d'adapter la production aux besoins, d'imposer une politique de l'énergie aussi diversifiée que possible, de dénoncer le gaspillage et toutes les entorses à l'équilibre écologique et à la protection de l'environnement ;

● qui réclame un gouvernement de législature, où les élections municipales, législatives et présidentielles interviennent simultanément ;

● qui s'engage à mettre tout en œuvre pour assurer une décentralisation concrète des centres de décision, devant se traduire au niveau des institutions par la constitution de régions, de pays et de communes dotés d'assemblées élues et disposant de prérogatives jusqu'alors détenues par l'Etat ;

● qui défend le droit à l'information et à la communication, avec la faculté donnée à chacun de s'exprimer librement, notamment en favorisant les entreprises de presse et d'audio-visuel à vocation associative et coopérative ; le droit à l'éducation, se manifestant par l'accès de chacun sans condition particulière de position sociale, d'âge ou de fortune, à la culture et à la formation de son choix, de la plus tendre enfance au troisième âge ;

● qui milite pour un désarmement général et contrôlé, l'abolition progressive de tous les armements nucléaires, la protection effective des populations civiles, notamment par la vulgarisation des techniques de défense passive et de non-coopération avec l'ennemi, l'orientation vers de nouveaux rapports de solidarité dans la réciprocité avec les pays en voie de développement, l'opposition à la politique des blocs et le soutien à toutes les formes de non-alignement, la constitution d'une Organisation des peuples unis qui puisse intervenir partout où l'ONU est inefficace, l'élaboration de structures en escalier fédéraliste à tous les échelons de la société.

Telles sont, entre autres, les propositions de la Jeune République pour un socialisme personnaliste, un socialisme pour la personne, un optimisme pour l'avenir. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

préoccupations étant concomitantes, la candidature de Roger Garaudy à la présidence de la République ne saurait nous laisser indifférents.

Gérard Brissé

communautarisme et d'aménagement de structures de société en escalier fédéraliste, d'esquisse d'une conception totalisante de l'homme et de la société (totaliser sans dépersonnaliser), en bref, de socialisme personnaliste. Nos

# LA GRANDE MEMBRANE

Ce qui, depuis sa fondation, semble avoir été le trait caractéristique de la J.R. c'est une conception de l'homme : avant tout une conscience, une personne, et par là même un responsable. Croyant ou non, cet homme là s'affirme comme transcendant : cela consiste non seulement à pouvoir se regarder dans la glace ("la personne est plus que l'individu"), mais à rendre des comptes dans l'Histoire, aussi modeste soit-on.

Or, il apparaît à qui contemple le monde actuel qu'une grande lézarde se dessine, définissant deux grands camps : d'une part les tenants de cette première conception. En face, ceux pour qui tout se passe pratiquement comme s'ils ne voyaient en l'homme qu'une interférence radicalement inexplicable, un épiphénomène innommable porté par de grands courants socio-bio-économiques. Comment une telle conception ne porterait-elle pas bien plus à suivre, à obéir, à se soumettre ! Lézarde extraordinairement fantaisiste dans sa découpe, imprévisible comme la vie. Elle se rit des frontières nationales ou de partis, passe à travers les familles elles-mêmes. Se situe sans doute dans le premier camp, le peuple immense de ceux qui, à l'Est, considèrent le catéchisme officiel comme un nouvel opium. Le Samizdat n'est que la partie visible de l'iceberg.

En Chine, une avant-garde passe au tribunal. En Amérique du Sud, tout le parti totalitaire, y compris ses nombreuses composantes officiellement chrétiennes, peut-on sans un sourire amer, le situer dans le premier groupe ?

Et les tenants de l'Apartheid. Et la foule des repus éparés dans le monde en quête du profit borné, peu importe où.

\* \*

Une image plus exacte que celle de la lézarde serait en fait celle d'une immense membrane vivante qui permettrait tout à coup le passage de personnes ou de groupes d'un côté à l'autre sous des inspirations variées. Notre action se déroule au plus près de cette membrane. En guetteurs, nous croyons fondamentalement au passage possible à tout moment d'un pôle à l'autre.

A nous d'éclairer le nôtre. C'est notre meilleure raison d'être au sein de la Gauche tiraillée entre les deux pôles.

A tout prendre, la Gauche ne l'est-elle pas moins que la Droite, pourtant si prompt à se gargariser d'humanisme.

Jacques-Paul Richard

# MOTION DU CONSEIL NATIONAL DU MOUVEMENT VIE LIBRE

## LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME SE SITUE DANS NOTRE ACTION J.R.

Les 250 délégués du Mouvement VIE LIBRE, Mouvement pour la guérison et la promotion des malades alcooliques, réunis en Conseil national les 10 et 11 novembre 1979 :

### Constatent :

a) les circonstances et la situation économique et sociale actuelle, créent un climat d'insécurité morale et matérielle, favorisant l'alcoolisation et une recrudescence de l'alcoolisme dans les milieux populaires, contribuent à la dégradation de la personne humaine et des relations familiales et sociales avec les résultats que l'on connaît : alcoolisme chez l'homme, chez la femme et chez les jeunes, entraînant souvent des violences et la délinquance ;

b) le manque de moyens hospitaliers mis à la disposition des malades alcooliques désirant se faire soigner, et ce, en dépit des circulaires ministérielles, et souhaitait une collaboration plus efficace avec le médico-social ;

c) le fait que les Pouvoirs Publics ne prennent pas au sérieux la maladie alcoolique qui cause chaque année des milliers de morts et détruit autant de foyers, se bornant à sévir, plutôt que de prévenir et éduquer.

### Dénoncent :

a) les atteintes successivement portées à la Sécurité Sociale qui font que les travailleurs défavorisés ne sont plus en mesure de recevoir pour eux et leur famille les soins les plus indispensables ;

b) la recherche du profit en particulier ceux des trusts alcooliers dont les moyens de publicité et d'information sont sans aucune mesure avec ceux dont disposent les associations qui luttent contre le fléau national qu'est l'alcoolisme ;

c) les moyens qui favorisent l'alcoolisation de nos jeunes, dans les lycées, les écoles, complexes sportifs, armée, etc. et notamment la publicité mensongère entretenue envers toute la population ;

d) les mesures répressives qu'entraîne l'application de la loi du 12 juillet 1978 sur l'ivresse au volant et le contrôle permanent des conducteurs de tous véhicules à moteur.

### Ils partagent :

— l'inquiétude grandissante des travailleurs devant le chômage qui s'accroît chaque jour, les licenciements qui s'amplifient, sans oublier les jeunes qui sont chômeurs avant d'avoir travaillé, les jeunes démobilisés sans travail, ce qui entraîne un dangereux développement de l'alcoolisme dans le pays.

### Ils réclament :

— des mesures sérieuses pour interdire toute publicité en faveur des boissons alcooliques et que soit réprimée toute infraction en ce domaine ;

— la diminution massive du prix des boissons non alcoolisées.

— la mise en application du Programme de Santé proposé aux responsables du pays par le Mouvement VIE LIBRE au cours des diverses élections ;

— l'information massive de tous les Français par tous les moyens dont on peut disposer.

### Ils demandent :

a) que les Pouvoirs Publics prennent conscience des dangers que représentent l'alcoolisation et l'alcoolisme et accordent aux millions de Français qui en sont touchés ou menacés, les mêmes droits que ceux accordés aux victimes

de la drogue, c'est-à-dire la gratuité totale de la cure et des soins qui en découlent ainsi qu'une aide accrue dans la post-cure et la réinsertion sociale ;

b) que les 25 organisations signataires de la Plate-forme de Santé et Sécurité Sociale mettent tout en œuvre pour qu'une action unitaire et d'envergure soit menée pour défendre nos droits à la santé.

### Ils insistent :

— avec force pour que la notion "d'alcoolisme maladie" reconnue par le Ministère de la Santé, la Sécurité Sociale et les organismes en découlant, soit également reconnue par toutes les autres instances du pays.

### Ils rappellent :

— que depuis 26 ans, le Mouvement VIE LIBRE, véritable corps représentatif des victimes de l'alcoolisme, n'a cessé de dénoncer les ravages causés par ce fléau et de lutter contre les causes et les conséquences.

### Ils s'engagent :

— à poursuivre leur action pour la guérison du malade, sa réinsertion sociale et sa promotion ;

— à participer, dans le style d'action originale du Mouvement VIE LIBRE et conformément à son esprit, au plan de 10 ans de lutte contre l'alcoolisme, qui doit se mettre prochainement en place, sur l'initiative du Gouvernement. Ce plan engagera les concours des Pouvoirs Publics, des organismes officiels et des associations à caractère social, médical, sanitaire et éducatif.

## COMMUNIQUÉ SUR L'AFGHANISTAN

● Le PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE s'inquiète des atteintes portées à la coexistence pacifique.

● Le projet de missiles nucléaires qui doivent être installés par l'O.T.A.N. en EUROPE et l'invasion de l'AFGHANISTAN par les troupes soviétiques, sous certains prétextes, font ressurgir un climat de guerre froide.

● La JEUNE RÉPUBLIQUE — qui n'a jamais cessé de lutter contre l'expansion de l'impérialisme amé-

ricain — réprouve toute intervention armée des troupes étrangères dans un pays indépendant.

● Le retrait de l'Armée soviétique constituerait un élément positif à la détente internationale.

● Le PARTI DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE continuera à tout mettre en œuvre dans la mesure de ses moyens, pour contribuer à rétablir la confiance entre les peuples, contre les dangers menaçants d'un conflit mondial.

Le 5 janvier 1980